

Informations du Guatemala

3^e année, n° 169

Du 2 au 8 mai 1986

POLITIQUE

Selon la CIDH/OEA, les disparitions restent le majeur problème
Cerezo maintiendra les programmes contre-insurrectionnels
Les Etats-Unis octroyent 77 millions
Le gouvernement s'engage à distribuer des terres
Cerezo affirme que les demandes du GAM sont radicales
Le GAM demande des mesures concrètes
Ordre du jour de la réunion au sommet
Les ministres de la défense cherchent à réactiver le CONDECA

INSURRECTION

L'ORPA endommage un hélicoptère et réquisitionne des armes
Combats opposant l'ORPA et l'armée

MOUVEMENT POPULAIRE

Gestion incohérente de la DC
Le CUC déclare qu'en dépit de la répression, la lutte continue
Demande de moratoire au paiement de la dette
Les employés de banque refusent le programme économique
Un premier mai sans éclat

DROITS DE L'HOMME

Enlèvements de trois maçons

POLITIQUE

SELON LA CIDH/OEA, LES DISPARITIONS RESTENT LE MAJEUR PROBLEME

Un rapport juridique de la Commission inter-américaine des Droits de l'Homme de l'Organisation des Etats Américains publié à Washington le 1° mai, souligne que la détention illégale de personnes par les forces de sécurité du régime est le plus grave problème de Droits de l'Homme auquel doit faire face Guatemela.

L'étude affirme que les Patrouilles Civiles "représentent une charge trop lourde pour la population indigène, appauvrie et sans ressources, qui va à l'encontre de son identité ethnique et à l'encontre de son développement, de ses traditions, de sa langue, de ses formes de vie, de son économie et de sa culture."

La CIDH rappelle le besoin de mener une enquête et de punir les responsables d'exécutions illégales, des disparitions, des arrestations arbitraires et des tortures.

CEREZO MAINTIENDRA LES PROGRAMMES CONTRE-INSURRECTIONNELS

Le 5 mai, le président Vinicio Cerezo indiquait que les programmes contre-insurrectionnels, créés par l'armée au cours de ces dernières années seraient maintenus dans leurs lignes générales et soumis, uniquement, à quelques modifications.

La mandataire a fait savoir que les Patrouilles Civiles, les pôles de développement et les Coordinatrices inter-institutionnelles n'allaient nullement disparaître mais seraient soumis à transformations sous le contrôle du Ministère du Développement, récemment créé.

LES ETATS-UNIS OCTROYENT 77 MILLIONS

Le 3 mai, l'Ambassade américaine dans la capitale guatémaltèque informait que le gouvernement des Etats-Unis allait octroyer 77 millions de dollars d'aide au Guatemala au cours de 1986. 47 Millions allaient être remis directement à l'administration démocrate-chrétienne et les 30 millions restants seraient acheminés vers le Guatemala par le biais d'organismes humanitaires.

Le président Vinicio Cerezo et le président du Congrès législatif, Alfonso Cabrera, ont critiqué la décision américaine de diminuer de 24 millions de dollars l'aide par comparaison à celle perçue en 1985.

LE GOUVERNEMENT S'ENGAGE A DISTRIBUER DES TERRES

Le gouvernement démocrate-chrétien s'est engagé à satisfaire les demandes en terre de plus de 14000 paysans du département méridional de Escuintla, qui le premier mai s'étaient entretenus avec le président Vinicio Cerezo, à la suite d'une marche de 150 km, jusqu'à la capitale du pays.

Les paysans avaient décidé d'entretenir cette marche comme mesure de pression afin d'obtenir l'adjudication de ces terres à un prix abordable. Les terres appartenant à ce jour à trois propriétés nationales hypothéquées par la Banque d'Amérique.

CEREZO AFFIRME QUE LES DEMANDES DU GAM SONT RADICALES

Le 29 avril, le président Vinicio Cerezo qualifiait de "radicales et réactionnaires" les réclamations et les actions que le Groupe d'Appui Mutuel -GAM- effectuaient auprès du gouvernement afin d'obtenir la libération, en vie, de leurs proches disparus.

Cerezo affirme que son gouvernement exigera du GAM le respect de la loi et l'adoption de mesures "raisonnables" afin de résoudre le problème car les piquets et les actions de contrôle mis sur pied par le GAM face au Palais National sont "anti-réglementaires".

LE GAM DEMANDE DES MESURES CONCRETES

Le 29 avril, le Groupe d'Appui Mutuel -GAM- demandait l'adoption de mesures concrètes pour que soient libérés, en vie, des milliers de guatémaltèques enlevés par les forces gouvernementales. Le GAM revendique son droit "moral et légal" à participer à une commission d'enquête que le gouvernement a proposé de créer à cet effet.

ORDRE DU JOUR DE LA REUNION AU SOMMET

Parmi les thèmes qui apparaissent à l'ordre du jour des Présidents réunis au sommet, se trouvent: le parlement centre-américain, les travaux du groupe de Contadora, la restructuration du processus d'intégration dans la région et la coopération avec la Communauté Economique Européenne. Cette réunion au sommet des présidents d'Amérique Centrale aura

lieu les 24 et 25 mai, à Esquipulas, au Guatemala. C'est ce qu'indiquait, le 4 mai, le vice-président guatémaltèque, Roberto Carpio, après s'être réuni avec ses homologues de la région.

LES MINISTRES DE LA DEFENSE CHERCHENT A REACTIVER LE CONDECA

Le 29 avril. à Tegucigalpa, le chef des forces armées du Honduras, le Général Humberto Regalado, indiquait que les ministres de la défense d'Amérique Centrale, à l'exception du Nicaragua, et simultanément à la réunion au sommet des présidents de la région, se réuniraient également, fin mai, dans la ville guatémaltèque de Esquipulas.

Le militaire a souligné qu'au "cours de cette réunion, nous procéderons à un échange des informations les plus récentes en matière de Défense et de Sécurité". Il a également abondé en faveur de la réactivation du Conseil de Défense Centre-Américain -CONDECA-, mis sur pied au début des années soixante-dix sur demande des Etats-Unis.

INSURRECTION

L'ORPA ENDOMMAGE UN HELICOPTERE ET REQUISITIONNE DES ARMES

Le 30 avril. l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- rapportait trois affrontements avec l'armée et l'occupation de huit bourgades.

Les rebelles ont endommagé un hélicoptère de l'armée, à laquelle ils ont par ailleurs occasionné un nombre indéterminé de pertes. Les bourgades occupées sont les suivantes: un chef-lieu municipal, trois haneaux et quatre latifundios cafetaliers, où ils se sont emparés de diverses armes de guerre.

Les actions ont eu lieu les 26 et 27 avril, dans les municipalités de El Quetzal et Malacatán, dans le département occidental de San Marcos.

COMBATS OPPOSANT L'ORPA ET L'ARMEE

Le 5 mai, l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- signalait avoir à son actif cinq combats et deux occupations de plantations cafetaliers, se soldant par 12 pertes dans les rangs gouvernementaux. Ces actions ont été effectuées dans le cadre d'une campagne qui a débuté il y a deux semaines aux fines de freiner "les patrouilles d'intimidation organisées par l'armée au dépens de la population civile", dans la partie occidentale du pays.

Les actions de guérilla ont eu lieu les 28 et 29 avril, dans des terrains des propriétés Argentina, Palmira, Concepción, Candelaria, El Baluarte et Dos Marías, dans les municipalités de Malacatán et La Reforma, situées dans le département de San Marcos, où un combattant des forces guérillères a trouvé la mort et où un autre a été blessé.

MOUVEMENT POPULAIRE

GESTION INCOHERENTE DE LA DC

Le 5 mai, l'Association des Educateurs de l'Enseignement Moyen -AEEM- dénonçait la gestion démocrate-chrétienne du gouvernement comme "incohérente et fausse".

Selon les éducateurs, le gouvernement du président Vencio Cerezo "avantage les groupes minoritaires qui ont toujours été détenteurs de la richesse et ont pratiqué l'exploitation des travailleurs".

LE CUC DECLARE QU'EN DEPIT DE LA REPRESSION, LA LUTTE CONTINUE

Le 29 avril. le Comité de l'Unité Paysanne -CUC- manifestait sa décision de lutter en vue de trouver des solutions aux multiples problèmes des guatémaltèques, en dépit de la répression sauvage de ces dernières années menée contre les organisations populaires. Entre autre demandes le CUC pose la question de la nécessité d'obtenir de meilleurs services de santé dans le domaine de l'agriculture et insiste sur l'exigence suivante, les personnes déplacées à l'intérieur du territoire et les réfugiés, à l'extérieur, doivent être en mesure de regagner leur communauté d'origine, munis de garanties satisfaisantes de la part du gouvernement et de l'armée en ce qui concerne le respect de la vie de ces mêmes personnes.

DEMANDE MORATOIRE AU PAIEMENT DE LA DETTE

Le 3 mai, l'Union Syndicale des Travailleurs du Guatemala -UNSI TRAGUA- demandait au gouvernement la déclaration de moratoire indéfini au paiement de la dette extérieure, estimée à quelques 3 milliards de dollars.

Cette pétition syndicale trouve son explication dans la crise économique, politique et sociale que traverse le pays. Cette crise explique pourquoi les faibles ressources économiques existantes actuellement ne peuvent pas sortir du pays. L'Union Syndicale a également demandé une augmentation salariale conforme à l'inflation et une amélioration dans les services prestés par l'Etat.

LES EMPLOYES DE BANQUE REFUSENT LE PROGRAMME ECONOMIQUE

Le 5 mai, la Fédération Syndicale des Employés de Banque et des Assurances exprimait "son rejet énergique" des principales orientations du programme de réaménagement économique et social du gouvernement démocrate-chrétien qui est entré en vigueur le premier mai.

Les travailleurs du secteur bancaire ont fustigé le peuple guatémaltèque pour que ce dernier manifeste son refus face au gouvernement de Vinicio Cerezo et face aux chefs d'entreprises privées regroupés au sein du Comité Coordinateur des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières, c'est-à-dire le CACIF.

UN PREMIER MAI SANS ECLAT

Seul trois fédérations syndicales ont défilé, le premier mai, dans les rues de la capitale du pays, pour célébrer le jour international du travail, ce qui démontre le faible appui provenant du secteur du travail dont dispose le régime démocrate-chrétien. C'est ce qu'ont commenté divers milieux de presse locaux.

Les dirigeants de la Confédération de l'Unité Syndicale du Guatemala -CUSG- ont remis au trois pouvoirs de l'Etat un même nombre de projets de lois sur la législation du travail et ont été les seuls à exprimer leur appui au président Vinicio Cerezo.

DROITS DE L'HOMME

ENLEVEMENTS DE TROIS MACONS

Un contingent de 30 effectifs de sécurité du gouvernement a encerclé une habitation de la colonie "Palinche", située dans la municipalité Palin, à Escuintla, à quelques 30 km au sud de la capitale guatémaltèque, le 24 avril et procédait à l'enlèvement de trois de ses habitants, maçons de profession. Ces événements ont été dénoncés, le 30 avril par des proches des victimes.

Les séquestrés (Rafael de Jesús Garay Olivares, âgé de 21 ans, Jeronimo Monroy Sanchez et Norberto Ososrio, tous deux âgés de 18 ans) ont été embarqués violemment à bord de véhiculles de type panel et emmenés vers une destination inconnue.